

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Centre): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) a perdu un certain temps à ce qui ne pouvait être qu'une vaine tentative d'expliquer l'inexplicable quant aux divergences entre les déclarations du premier ministre (M. Trudeau), les siennes et celles d'autres ministres. En outre, il nous a servi quelques généralités. Une seule chose était claire dans son discours, il a fait bien comprendre que la consultation dont fait état la motion se résume à informer nos alliés de l'OTAN que nous retirerons nos forces et à les avertir de prendre les mesures nécessaires pour combler le vide qui s'ensuivra. C'est tout ce que cette consultation représente. Et c'est le seul point que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est parvenu à clarifier.

La motion du premier ministre comprend deux parties. Dans la première, il affirme que nous demeurerons au sein de l'OTAN, et dans la deuxième, que nous retirerons de l'OTAN nos effectifs en Europe. Il est donc bien évident que ces deux parties de la résolution se contredisent, et qu'au fond, la motion est une supercherie.

● (3.20 p.m.)

Au cours de l'année dernière, la confusion a été presque complète en ce qui concerne les intentions du gouvernement au sujet de l'OTAN. C'est là le résultat de déclarations contradictoires du premier ministre (M. Trudeau) et d'autres ministres au sujet des intentions du gouvernement à l'égard de l'OTAN. La motion actuelle, la déclaration et les explications du premier ministre ont pour effet de prolonger cette confusion. Nous sommes enfin sûrs que le gouvernement a l'intention de retirer une grande partie de nos troupes d'Europe. Comme le chef de mon parti l'a signalé hier, nous ne savons pas si l'on retirera d'Europe une petite partie ou la totalité de nos effectifs. La confusion règne encore et nous sommes toujours dans l'incertitude.

Nous devons examiner toute la question en même temps que les déclarations antérieures du premier ministre, tant avant qu'après son accession à son poste actuel. La plupart, parmi les premières surtout, préconisent clairement le retrait des forces canadiennes de l'OTAN. J'en conclus simplement que le premier ministre entend mettre fin à notre participation militaire le plus tôt possible.

Une voix: Bravo!

L'hon. M. Harkness: Un vis-à-vis applaudit. Quelques autres pensent sans doute comme lui, mais ce n'est pas l'attitude de la majorité des députés ni celle de nombreux libéraux.

[M. l'Orateur suppléant (M. Béchard).]

Autrement dit, le premier ministre préconise une politique de fuite: retirons-nous, dit-il, le plus rapidement possible. C'est la politique du général de Gaulle. La seule conclusion qu'on puisse tirer c'est que le premier ministre suit l'exemple du général de Gaulle sous ce rapport et entend faire exactement la même chose, peut-être à une exception près, car il se propose de le faire plus lentement. Le résultat sera le même.

Hier, le premier ministre a accusé ceux qui ne partagent pas son opinion au sujet de l'OTAN d'être rétrogrades. Comme en fait foi le compte rendu à la page 7867, il a déclaré:

Les Canadiens doivent être prêts à faire face au monde actuel, au monde de 1969.

C'est exactement ce que le premier ministre ne fait pas. Il ne reconnaît pas que la grande menace à notre sécurité, qui a précisément nécessité l'institution de l'OTAN, existe encore et que nous devons continuer à contribuer, compte tenu de notre population et de nos ressources, à la combattre.

Bien des gens se sont bercés d'illusions ces dernières années; pour eux, la Russie a abandonné ses intentions d'agression et nous devrions assister à une période de détente. Nous n'avons qu'à traiter la Russie avec douceur et courtoisie pour que cette détente se continue, pensent certains. Les événements survenus en Tchécoslovaquie l'année dernière ont mis abruptement fin à cette illusion pour bon nombre de gens. Mais il y en a qui la gardent encore. Ces incidents ont détruit les espérances des peuples européens qui vivent sous cette menace. Les membres du comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale, qui ont passé deux semaines en Europe, s'en sont parfaitement rendu compte. C'est la réaction que nous avons observée dans tous les pays que nous avons visités, soit dans les pays membres de l'OTAN ou dans les États neutres tels que la Suisse et la Suède.

Qu'il me soit permis de signaler que le premier objet de la politique étrangère de défense d'un pays est le maintien de sa sécurité et de son indépendance. Dans le passé, beaucoup de pays pouvaient y veiller isolément, mais ce temps est révolu. Aujourd'hui, la plupart des pays, notamment ceux qui ne sont pas plus peuplés que le nôtre, ne peuvent y réussir qu'en s'alliant à d'autres pays qui professent les mêmes doctrines qu'eux. Faisant face aux mêmes dangers, ils doivent s'associer pour y résister.